Proposition du Conseil administratif du 23 mai 2007 en vue de l'ouverture d'un crédit d'un montant de 2 987 000 francs destiné au renouvellement des véhicules et engins spécifiques de voirie.

Préambule

L'acquisition et le renouvellement des véhicules et engins spécifiques de voirie s'effectuent par tranche prévue au plan financier d'investissement, conformément à la procédure agréée par le Conseil municipal et le Conseil administratif, cela sur la base d'une demande de crédit extraordinaire.

La précédente demande remonte au 11 octobre 2005. La présente proposition regroupe les achats prévus pour les années 2008 et 2009.

Le remplacement de certains véhicules et engins spécifiques motive cette nouvelle demande de crédit. Ces équipements vieillissent et engendrent des frais d'entretien et de réparations importants. Les contrôles techniques obligatoires au Service des automobiles ont lieu tous les deux ans, dès qu'un véhicule léger atteint 7 ans d'âge et tous les ans pour les poids lourds. Certains de ces véhicules ne répondent plus aux exigences de la loi sur la circulation routière, tant en ce qui concerne la sécurité que les émissions sonores et polluantes. Leur mise en conformité exigerait des investissements disproportionnés, compte tenu de leur valeur résiduelle. Dès lors, leur remplacement se justifie, permettant ainsi de suivre les dispositions légales et d'acquérir des véhicules adaptés, plus performants, afin de rationaliser les activités tout en ménageant l'environnement.

Le renouvellement d'un véhicule ou d'un engin de voirie s'effectue en collaboration avec la direction du département, le Service logistique et technique et les services utilisateurs concernés et ce en adoptant la solution technologique disponible sur le marché qui permet de respecter la Déclaration de Florence au plus près, tout en préservant la qualité des prestations.

L'amortissement technique servant de référence à ces renouvellements est le suivant:

– Véhicules légers jusqu'à 3,5 tonnes	10 ans
– Véhicules lourds de plus de 3,5 tonnes	12 ans
– Engins spécifiques de nettoyage et de travaux	10 ans
– Remorques	15 ans

Une planification annuelle des besoins, établie sur la base de l'expérience d'utilisation des véhicules et engins, tient compte de l'état général de l'objet, des kilomètres ou heures réalisés, des coûts d'entretien et de réparations et de l'amortissement technique. De plus, ces éléments sont mis en relation avec l'évo-

lution organisationnelle et les objectifs des services utilisateurs. En conséquence, la durée de vie d'un véhicule ou d'un engin peut largement excéder la durée d'amortissement.

Par ailleurs, il convient de relever qu'une procédure d'appels d'offre a été mise en place par la COGEVE et sert de document de référence pour l'achat des véhicules et engins spécifiques.

Référence au 2^e plan financier d'investissement

La présente demande de crédit porte sur l'acquisition de 17 véhicules ou engins remplaçant ceux qui ne correspondent plus aux critères précités. Elle est inscrite sous la rubrique 082.015.08 du 2^e plan financier d'investissement 2007-2018 pour un montant de 3 millions de francs.

Renouvellement des véhicules et engins spécifiques 2008-2009

Voir liste ci-jointe (annexe I).

Choix des véhicules de remplacement

Le choix des véhicules de remplacement est fait selon une procédure unifiée, définissant a priori les qualités requises pour l'accomplissement de la prestation, l'importance relative de chaque critère d'adjudication, de même que les exigences en matière environnementale, de délai de livraison, de service après-vente et de formation, cela conformément à la législation sur les marchés publics en matière de fournitures et services. Un cahier des charges est établi à cet effet, renseignant les soumissionnaires sur les modalités de traitement des offres par l'autorité adjudicatrice.

Synthèse des critères de choix

De manière générale, tout véhicule ou engin spécifique doit répondre à des critères de choix essentiels portant sur:

L'adéquation au cahier des charges technique

Il s'agit de mentionner les caractéristiques techniques couvrant l'ensemble des spécificités d'utilisation, afin d'assurer la qualité des prestations. Cette dernière requiert une grande fiabilité, les véhicules et engins étant soumis à de fortes

sollicitations. Les aspects liés à la sécurité, qui visent à assurer l'intégrité physique des employés et des citoyens, entre également dans cette catégorie de critères.

La préservation de l'environnement

Dans le cadre de l'Agenda 21 et des objectifs que s'est fixés le Conseil administratif en ratifiant la Déclaration de Florence, les performances environnementales des véhicules sont des critères de choix importants. A cette fin, les cahiers des charges techniques présentés aux fournisseurs potentiels tendront, dans la mesure du possible, à les inciter à proposer des modèles de véhicules et d'engins équipés de motorisation alternative d'un niveau de pollution nulle ou presque nulle.

De plus, pour assurer un suivi et une constante amélioration de son parc de véhicules et machines, la Ville de Genève s'est munie d'un outil d'évaluation environnementale novateur, mesurant les impacts des véhicules et engins spécifiques sur l'ensemble de leur cycle de vie. Cet outil est utilisé pour chaque nouvelle acquisition. Il permet de classer les véhicules et engins proposés en termes de performance environnementale et fournit des résultats quantitatifs pour six indicateurs environnementaux:

Indicateurs de pollution globale:

- CO₂ (dioxyde de carbone), gaz à effet de serre participant au réchauffement climatique.
- EP (énergie primaire non renouvelable), correspond à l'utilisation des ressources fossiles.

Indicateurs de pollution locale:

- CO (monoxyde de carbone), gaz toxique prenant la place de l'oxygène dans le sang.
- NO_x (oxydes d'azote), atteintes au système respiratoire, pluies acides, précurseur de l'ozone troposphérique (smog urbain).
- PM (particules), effets cancérogènes, bronchite, smog urbain.
- DALY (santé humaine), indicateur agrégé des dommages sur la santé humaine.

La préservation de l'environnement doit être comprise au sens large. Par exemple, la qualité de vie des habitants, dans la mesure où elle peut être évaluée, est prise en compte dans le choix des véhicules. En milieu urbain, une des causes majeures de désagrément est le bruit. Il est la source d'effets physiologiques (maux de tête, altération de la qualité du sommeil), psychologiques (stress, nervosité), mais également sociaux (agressivité, difficulté de communication) et éco-

nomiques (coûts de la santé, baisse de la productivité). La fréquence et l'intensité augmentant de manière générale avec l'augmentation du niveau sonore.

Le service après-vente

Dans la mesure du possible, le fournisseur réside sur le territoire genevois et dispose des infrastructures capables d'assurer un service ad hoc (collaborateurs compétents, atelier de réparations adéquat, approvisionnement en pièces de rechange, etc.). Toutefois, bon nombre d'engins spécifiques de la Voirie sont achetés à l'extérieur du canton, notamment en Suisse alémanique, du fait qu'aucune représentation n'est assurée localement. Cela étant, ces constructeurs et leurs représentants doivent fournir les mêmes prestations que celles évoquées plus haut.

La formation

Lors d'une décision d'achat, la formation du personnel est également négociée avec le fournisseur.

Il s'agit de:

- la formation à la conduite;
- la formation à l'entretien et à la maintenance des engins;
- la formation des mécaniciens à la réparation des engins.

La bonne utilisation des véhicules passe par une formation adéquate, tant des utilisateurs que du personnel technique en charge de l'entretien.

Une utilisation adaptée des véhicules et engins est un gage de durabilité pour les véhicules et engins, mais également de sécurité pour les employés.

Les prix

Le critère du prix entre naturellement en compte dans le processus de choix. En définitif, c'est le soumissionnaire dont l'offre présente le meilleur rapport prestations/prix qui emporte le marché, après approbation du conseiller administratif délégué.

Budget prévisionnel d'exploitation

L'acquisition de ces véhicules n'entraînera aucune charge de fonctionnement supplémentaire.

La charge financière, comprenant les intérêts au taux de 3% et l'amortissement au moyen de 10 annuités, sera de 350 170 francs.

Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre

Le service gestionnaire de ce projet est le Service logistique et technique.

Les services bénéficiaires des véhicules sont:

- le Service du génie civil: 976 000 francs (8 véhicules);
- le Service logistique et technique: 719 000 francs (2 véhicules);
- le Service Voirie - Ville propre: 1 292 000 francs (7 véhicules).

Au bénéfice de ces explications, nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les conseillers, à approuver le projet d'arrêté ci-après:

PROJET D'ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre e), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit extraordinaire de 2 987 000 francs destiné au renouvellement de 17 véhicules et engins spécifiques de voirie.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 2 987 000 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 10 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2009 à 2018.